

**Dubois (Vincent), Bastien (Clément), Freyermuth (Audrey), Matz (Kévin).** – *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re) configurations locales et (dé) politisation de la culture.* Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012, 274 p., 22 €.

Par Frédéric Poulard, *Revue française de sociologie*, 2012/4 Vol. 53, p. 766-769.

Cet ouvrage socio-historique retrace l'évolution des formes de politisation de la culture en France des années 1960 à nos jours, la politisation étant ici entendue comme la conversion de faits sociaux en activités politiques et l'effet, en retour, de ce processus sur les objets convertis (J. Lagroye [dir.], *La politisation*, Belin, 2003). L'analyse porte sur les politiques culturelles locales et s'organise autour de sept chapitres qui, en raison de leur approche non sectorielle, nourrissent le propos transversal de l'ouvrage. Ce choix explique la grande cohérence d'ensemble et l'efficacité de la démonstration qui rend compte du caractère fluctuant des liens entre culture et politique. Si cette précision s'impose, c'est que le résultat n'était pas acquis d'avance, le livre se décomposant en deux grands ensembles : un premier est constitué d'une réédition d'articles de Vincent Dubois, tandis qu'un second regroupe les contributions de jeunes chercheurs qui prolongent la problématique initiale à l'aune d'investigations contemporaines. Pour cette raison, il gagne à être lu chronologiquement, les chapitres successifs constituant autant d'étapes d'une fresque historique, scandée par trois temps forts.

Le premier moment concerne l'essor des politiques culturelles locales dans les années 1960 (chap. 1). Contemporain de la création du ministère des Affaires culturelles et de l'institutionnalisation de l'action publique étatique, ce mouvement est marqué par l'action emblématique de la Fédération nationale des centres culturels communaux (FNCCC). Celle-ci inaugure en effet une politisation inédite « dans sa visée et sa formalisation », la culture revêtant un statut politique et faisant l'objet d'une intervention publique. Composée d'élus, mais aussi d'animateurs et de fonctionnaires municipaux, cette fédération conteste la philosophie d'action du nouveau ministère en promouvant une définition plus sociale et moins sectorielle de l'action culturelle. Si, en dépit d'un travail de lobbying, elle échoue dans sa tentative d'intervenir dans la définition et la mise en œuvre de la politique des maisons de la culture et dans son aspiration à obtenir un statut de représentant ou de syndicat des municipalités, elle légitime durablement les collectivités territoriales dans la délimitation du secteur de l'action culturelle et participe à la formalisation des politiques culturelles locales.

Un deuxième moment des politiques culturelles locales (chap. 2 et 3) recouvre pour une large part les années 1970 et 1980, qui semblent marquées par une forme de « dépolitisation ». Ce phénomène trouve en partie une explication dans la présence croissante d'agents spécialisés et le développement de nouvelles formes de gestion administrative qui contribuent à l'affirmation de principes d'autonomie du champ culturel. Pour autant, et c'est là tout l'intérêt des approches contextuelles et diachroniques, les deux monographies municipales sur lesquelles repose l'analyse suggèrent qu'il ne faut pas uniquement voir là un effet mécanique de substitution des professionnels aux militants de la première heure. D'autres facteurs, le plus souvent imbriqués, participent de ce phénomène. Parmi eux, nous retiendrons le « désencastrement » de l'action culturelle, dont les préoccupations « sociales »

disparaissent peu à peu et s'accompagnent d'une « désillusion » des agents eux-mêmes à l'égard de leurs anciennes croyances (chap. 3). Ce phénomène est indissociable des configurations locales, comme le rappelle bien le cas de la commune de Givors (chap. 2), marquée par la transformation conjointe de la structure sociale (disparition de l'industrie sidérurgique, augmentation de l'immigration et du chômage) et du PCF, dont le positionnement dans les débats sur la culture devient de moins en moins évident. Tout en se traduisant par de nouvelles modalités de coordination de l'action culturelle, ces changements rappellent que cette « dépolitisation » se décline selon des temporalités propres à chaque municipalité.

Principalement construit autour des contributions inédites de jeunes chercheurs (chap. 4, 5, 6 et 7), le troisième moment fort de l'ouvrage s'attarde sur deux grandes tendances contemporaines participant d'une profonde remise en cause des spécificités des politiques culturelles et de l'autonomie des agents culturels. La première de ces tendances concerne la « repolitisation » des affaires culturelles, laquelle transparait dans les conflits qui opposent les élus et les professionnels depuis la seconde moitié des années 1990 (chap. 4) et dont la presse se fait régulièrement l'écho. Si la publicisation de ces affaires trahit la mise en scène, par les journalistes, d'un rôle valorisant de défenseur des professionnels de la culture et de contre-pouvoir politique, elle semble également témoigner d'un retour des décideurs politiques dans les arbitrages culturels. Ainsi, la fréquente apparition des conflits en période post-électorale suggère qu'ils peuvent être, pour certains élus, une occasion privilégiée d'affirmer une marque partisane, tout comme l'invocation des contraintes budgétaires leur permet de légitimer plus facilement les interventions culturelles. Un autre indice du rôle croissant des élus se donne à voir dans le développement de l'intercommunalité culturelle (chap. 5). Qu'il passe par l'octroi de subventions ou la gestion d'équipements culturels, cet investissement constitue autant un moyen de valoriser un territoire qu'une occasion de légitimer le cadre communautaire et ses représentants. Pour autant, en dépit d'un apparent consensus et d'une rhétorique de la neutralité, les structures intercommunales prolongent le traitement municipalisé de la culture puisqu'elles font la part belle aux intérêts municipaux et aux tractations politiques entre les maires, tractations dont les professionnels de la culture restent, *in fine*, largement exclus.

La seconde tendance participe elle aussi d'une apparente neutralisation politique de la culture et trahit un changement de paradigme, puisqu'au nom du « développement local » les finalités économiques prennent désormais le pas sur les discours en faveur de la démocratisation culturelle (chap. 6 et 7). Si l'émergence de cette vision économique de la culture remonte aux années 1980, sa généralisation doit beaucoup aux travaux d'économistes et d'urbanistes qui ont promu le thème de la « ville créative » et la thèse des effets économiques positifs de la culture (chap. 6). Ces nouvelles croyances se sont traduites par le développement d'un véritable marché du conseil culturel et ont d'autant plus de succès auprès des décideurs politiques qu'elles sont « non contraignantes » et réenchangent leurs capacités d'intervention sur le territoire, fortement contraintes sur les plans budgétaire et gestionnaire. Mais le succès de ce nouveau crédo économique, qui renforce la légitimité des élus, tient aussi à la multiplicité des agents, à commencer par les professionnels de la culture eux-mêmes, qui se sont approprié ces mots d'ordre par le biais des centres de formation et des rencontres professionnelles. L'« économicisation » comme nouvel horizon des politiques culturelles se donne également à voir à travers les encouragements en faveur du mécénat d'entreprise (chap. 7). L'examen des

conditions concrètes de sa réalisation conforte la thèse d'un effet de croyance, d'autant que sa concrétisation reste extrêmement limitée. Non seulement cette injonction au financement privé instaure une relation dissymétrique entre les agents culturels et les acteurs privés, dans la mesure où elle impose uniquement aux premiers de se conformer au point de vue et spécificités des seconds, mais elle ne parvient pas, dans les faits, à diversifier durablement les modes de financement de la culture. Les raisons sont multiples et tiennent tant à la discontinuité des initiatives qu'à leur caractère peu professionnalisé, la philanthropie culturelle locale restant avant tout guidée par des enjeux de notabilité. Cette réalité a pour conséquence de favoriser l'investissement en faveur des formes culturelles les plus institutionnalisées et d'offrir peu de lisibilité pour les acteurs culturels, qui se retrouvent quelque peu désarmés.

Après une brève conclusion sur les fondements de la croyance en l'État culturel, qui, à l'aune de ces évolutions territoriales, pointe les écueils d'une vision tantôt critique, tantôt enchantée de l'échelon national, l'ouvrage se termine sur un texte de cadrage analytique et méthodologique. Particulièrement utile pour les jeunes chercheurs désireux d'entreprendre une socio-histoire des politiques culturelles locales, cet article réédité de Vincent Dubois présente un panorama des approches sur la question et livre un ensemble de conseils et de mises en garde sur les anachronismes, la « déshistoricisation » ou encore l'usage séduisant mais non maîtrisé de la pluridisciplinarité.

De par la dimension historique du propos et le choix des thématiques abordées, qui mettent l'accent sur les évolutions contemporaines les plus significatives, cet ouvrage collectif constitue une contribution importante à l'analyse des politiques culturelles. En raison de ce positionnement, et en dépit des précautions introductives à l'encontre de toute prétention d'exhaustivité, il soulève certaines questions qui auraient sans doute mérité d'être plus amplement développées. Il en va ainsi des artistes, dont le titre de l'ouvrage laisse penser qu'ils occupent une place beaucoup plus centrale dans la réflexion. Il aurait été intéressant, par exemple, d'examiner de plus près le rôle que leur confient parfois les décideurs politiques pour penser le territoire, au détriment des professionnels de la culture. Certaines pistes également, autour des questions de politisation, paraissent injustement exploitées. L'ouvrage esquisse pourtant à plusieurs reprises le lien subtil entre les deux conceptions de la politisation, à savoir son acception large – la conversion de pratiques en activités politiques – et son acception plus restrictive – l'examen des modalités du contrôle politique sur les actes opératoires des agents. Ainsi, quand bien même ces deux registres peuvent être concomitants, à certains moments de l'histoire et dans certaines configurations locales (chap. 2), la question se pose plus largement de leur articulation. Mais il faut reconnaître que toute entreprise de généralisation reste malaisée pour les années 1980, les travaux attentifs aux relations entre élus et professionnels de la culture datant de cette période étant fréquemment sous-tendus par une perspective anhistorique et une vision désincarnée des relations de travail. L'analyse des évolutions contemporaines suggère pour sa part une double lecture, à laquelle invitent d'ailleurs les préfixes présents dans le sous-titre même de l'ouvrage : le phénomène de re-politisation, entendu comme le rôle plus prééminent des élus dans les processus de décision, semble en effet s'accompagner d'une relative dépolitisation des affaires culturelles, lesquelles apparaissent plus que jamais annexées à d'autres horizons politiques, notamment économiques. Ces éléments de discussion attestent du pari réussi de l'ouvrage, qui parvient à renouveler un domaine

de recherches relativement balisé, surtout enrichi ces dernières années par une analyse du partenariat entre l'État et les collectivités territoriales. Mais c'est aussi au-delà, à rebours des hiérarchies académiques, que se situe le grand mérite de l'ouvrage, puisqu'il confirme le caractère heuristique du secteur culturel pour penser les transformations plus larges qui affectent aujourd'hui les autres politiques publiques, parfois arbitrairement perçues comme plus « sérieuses » et plus « porteuses ».

**Frédéric Poulard**

*Institut de sociologie et d'anthropologie de Lille 1 Clersé – Cnrs*